L.153/I

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L.153/1
13 FEV. 1969
Transmis à M. Buscon
Overgemaakt aan de H. Coordination

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par [redacted]

le [redacted]
d'une demande d'avis
sur [redacted]

a donné en sa séance du

28 [redacted] 1969
l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door [redacted]

op [redacted], hem
van advies te dienen over [redacted]

heeft ter zitting van

28 [redacted] 1969
het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Entrée - Binnen
[redacted] 1969
N° .....
COORD.

## I. OBSERVATIONS GENERALES.

1.

Le texte des dispositions légales dont le gouvernement propose la modification ne sera pas annexé à la loi. Il peut l'être à l'exposé des motifs.

Le Conseil d'Etat propose la suppression des renvois à cette annexe dans le corps du projet de loi.

2.

Pour des raisons de concordance générale, le Conseil d'Etat propose de présenter les subdivisions figurant en tête des articles 1, 3, 6, 7 et 8 comme étant les divers chapitres du projet.

### Article 1er.

1.

Si l'on estime devoir indiquer que le Conseil Administratif des douanes a été institué par l'article 3 de la Convention douanière belgo-luxembourgeoise néerlandaise, il est nécessaire de préciser pour éviter toute équivoque qu'il s'agit de la convention approuvée par la loi du 5 septembre 1947.

2.

Le "tarif des douanes" est actuellement dénommé "tarif des droits d'entrée".

Le Conseil d'Etat propose de dire "le droit d'accise est indépendant du droit fixé par le tarif des droits d'entrée".

../..

Article 2.

Il serait préférable de rédiger l'alinéa liminaire comme suit :

" L'article 3 de la même loi est remplacé par les dis-"positions suivantes :"

Articles 3, 4 et 5.

Pour des raisons de coordance générale le Conseil d'Etat propose de rédiger comme il est dit ci-après les alinéas liminaires des articles 3, 4 et 5.

Article 3.

L'alinéa 2 du § 1er forme une disposition transitoire. Il est donc préférable de l'insérer dans l'article 9 qui est relatif à la perception des droits durant la période transitoire.

Article 4.

1.

Au a) les mots "généralement quelconques" n'ajoutent rien au texte et devraient être supprimés, ainsi qu'au d) le mot "tous" avant "préparateurs".

2.

Pour le e) il semble que la pensée du législateur serait mieux rendue par un texte rédigé comme suit :

"à fixer les conditions auxquelles est subordonnée la dé-"charge du droit d'accise en cas d'exportation des bières "et à en déterminer le taux."

Article 6.

§ 1er.- 1.

Le Conseil d'Etat estime qu'il suffirait d'écrire :
"§ 1er Sont abrogées les dispositions ci-après relatives à "la perception du droit d'accise :
"1° sur le café; article 3....

../..

2.

Café : l'article 3 de la loi du 30 décembre 1939 a été modifié par l'article 2 de la loi du 3 avril 1945.

Il y a lieu de l'indiquer.

3.

Acide acétique et vinaigre : la loi du 10 avril 1933 a été modifiée par l'article 7 de la loi du 23 juin 1938.

4.

Margarine et graisses préparées : l'article 2 de la loi du 26 mars 1937 a été modifié par l'article 1er de la loi du 19 juin 1937.

5.

Eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses : l'arrêté royal n° 44 du 28 septembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947 a été modifié par l'article 15 de la loi du 10 juin 1947.

§ 2.-Le tableau figurant sous l'article 1er de la loi du 5 septembre 1947 a été modifié par les lois des 31 décembre 1947 et 10 août 1948. Seule cette dernière loi affecte l'une des positions visées dans le projet, en l'occurence la position 152. Elle doit donc être mentionnée.

Article 7.

1.

L'exposé des motifs explique les raisons de cette disposition. Afin d'éviter toute discussion concernant la constitutionnalité, le Conseil d'Etat propose le texte reproduit ci-après qui permet toutes les mesures utiles envisagées par le gouvernement.

../..

2.

L'expression "taxes y assimilées" n'a pas été maintenue étant donné que cette notion n'est définie par aucun texte légal.

Il résulte des renseignements fournis par l'administration que le gouvernement vise spécialement les taxes de consommation. Le texte a donc été modifié dans ce sens.

3.

Dans l'alinéa 2, le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "ratification" par le mot "confirmation", juridiquement plus exact et de rédiger cet alinéa comme ci-après.

Article 9.

Cet article concerne la perception des droits durant la période transitoire, alors que les articles 8 et 10 traitent du remboursement des droits perçus en trop. Il sera donc plus exactement placé avant l'article 8.

Il y aurait lieu d'y ajouter comme second alinéa, l'alinéa 2 de l'article 3, § 1er.

En dehors de ces observations, le Conseil d'Etat suggère quelques modifications de pure forme pour des considérations de concordance générale et propose en conséquence le texte suivant :

PROJET DE LOI

concernant les accises

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'avis du Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

## Chapitre ler - Tabacs

Article ler -

L'article ler, §§ ler et 2, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, est remplacé par les dispositions suivantes:

"Article ler, § ler - Les tabacs fabriqués, indigènes ou étrangers, sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit :

| | | | |
|---|---|---|---|
| A. | Cigares à bout fermé, pesant 3 1/2 kg ou plus par 1.000 pièces | 27 p.c. | du prix de vente au détail, d'après un barême établi, avec éventuellement un prix de vente minimum à la base, par le Ministre des Finances, sur la proposition du Conseil administratif des Douanes institué par l'article 3 de la Convention douanière belgo-luxembourgeoise néerlandaise, approuvée par la loi du 5 septembre 1947. |
| B. | Autres cigares | 33 p.c. | |
| C. | Cigarettes | 62 p.c. | |
| D. | Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec | 40 p.c. | |

E. Tabac à mâcher humide : 1 franc par kilogramme

Pour les tabacs fabriqués étrangers, le droit d'accise est indépendant du droit fixé par le tarif des droits d'entrée.

§ 2 - Le Ministre des Finances spécifie les produits rentrant dans chacune des catégories visées au § ler.

Il détermine, en outre, ce qu'il y a lieu d'entendre par prix de vente au détail; ce prix doit notamment comprendre le montant du droit d'accise."

Article 2 -

L'article 3 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 3 - Le droit d'accise est perçu au moyen de bandelettes fiscales apposées par le fabricant ou l'importateur sur chaque emballage.

Toutefois, en ce qui concerne les cigares, le Ministre des Finances détermine les cas où les bandelettes doivent être apposées sur chaque pièce.

Le Ministre des Finances règle aussi le mode de perception du droit d'accise sur les tabacs indigènes réservés à la consommation des planteurs."

## Chapitre II - Bières

Article 3 -

L'article ler des dispositions légales relatives au régime fiscal des bières, coordonnées par l'arrêté ministériel du 21 novembre 1938 et modifiées par l'article 3 de la loi du 10 août 1948, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article ler, § ler - Il est perçu sur les bières fabriquées dans le pays, un droit d'accise fixé comme suit par hectolitre et par degré de moûts :

a. pour les premiers 50.000 hectolitres-degré,.....fr.24,80
b. de 50.001 à 1.250.000 hectolitres-degré,.....fr.29,70
c. plus de 1.250.000 hectolitres-degré, .....fr.33,00

§ 2 - Le nombre d'hectolitres-degré est exprimé en nombres entiers. Il est le produit du volume des moûts à 17° 1/2 centigrades et de la différence entre la densité des moûts et celle de l'eau pure, l'une et l'autre de ces densités étant déterminées à la température précitée.

Le volume est exprimé en hectolitres, les fractions d'hectolitres étant négligées; la différence de densité est exprimée en degrés et en dixièmes de degré, les fractions de dixièmes de degré étant négligées. Chaque degré représente la centième partie de la densité de l'eau pure à 17°1/2 centigrades.

§ 3 - Pour l'application du tarif prévu au § 1er, il y a lieu de considérer le nombre d'hectolitres-degré de moûts provenant des brassins qui, dans une même brasserie, sont déclarés dans le courant d'une année civile. Si un même redevable n'a exploité la brasserie que pendant une partie d'une année civile, le nombre d'hectolitres-degré indiqué au § 1er est, pour la dite année, réduit proportionnellement à la durée de l'exploitation.

§ 4 - Le nombre minimum d'hectolitres-degré à déclarer en vue de la perception du droit d'accise est fixé par le Ministre des Finances.

§ 5 - Décharge du droit d'accise peut être accordée en cas d'exportation. "

Article 4 -

L'article 2 des mêmes dispositions légales, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 2 - Le Ministre des Finances est autorisé :

1° à prendre toutes mesures pour assurer la perception du droit d'accise établi par l'article 1er et pour régler la surveillance des brasseries, ainsi que des établissements des marchands, soutireurs ou préparateurs de bières;

2° pour les substances sucrées utilisées à une phase quelconque de la fabrication de la bière, à déterminer forfaitairement, compte tenu du rendement de ces substances, le nombre d'hectolitres-degré à soumettre à l'impôt;

3° dans le cas d'emploi de substances sucrées qui auraient déjà été antérieurement soumises à l'accise, à régler le taux à retenir pour la liquidation du droit ;

4° d'une manière générale à déterminer et à réglementer les travaux qui sont à considérer comme opérations de fabrication de bière donnant ouverture au droit et plus spécialement à régler les cas dans lesquels le droit est dû par les marchands, soutireurs ou préparateurs qui utilisent des substances sucrées pour le travail de la bière ;

5° à fixer les conditions auxquelles est subordonnée la décharge du droit d'accise en cas d'exportation des bières et à en déterminer le taux.

Article 5 -

L'article 3, § 1er, Alinéa 1er, des mêmes dispositions légales, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Toute manoeuvre quelconque ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit d'accise, est punie d'une amende égale au décuple des droits fraudés sans qu'elle puisse être inférieure à 10.000 francs. Tombe notamment sous le coup de cette disposition, tout excédent supérieur à 5 p.c. du nombre d'hectolitres-degré de moûts déclaré".

## Chapitre III - Autres marchandises.

Article 6 -

§ 1er - Sont abrogées les dispositions ci-après relatives à la perception du droit d'accise :

1° sur le café : article 3, de la loi du 30 décembre 1939, modifié par l'article 2 de la loi du 3 avril 1945 ;

2° sur le benzol : article 8 de la loi du 30 décembre 1939;

3° sur l'acide acétique et les vinaigres : articles 2, 3, 4 et 5 de la loi du 10 avril 1933, modifiée par l'article 7 de la loi du 23 juin 1938 ;

.../...

4° sur la margarine et les graisses préparées : arrêté royal n° 265 du 28 mars 1936, confirmé par la loi du 4 mai 1936 et l'article 2 de la loi du 26 mars 1937, modifié par l'article 1er de la loi du 19 juin 1937 ;

5° sur les eaux minérales et les limonades gazeuses ou mousseuses : arrêté royal n° 44 du 28 septembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947 et modifié par l'article 15 de la loi du 10 juin 1947.

§ 2 - Les positions 152, 161 et 222 sont supprimées dans le tableau figurant sous l'article 1er, § 1er, de la loi du 5 septembre 1947 concernant les accises, modifiée par la loi du 10 août 1948.

## Chapitre IV - Disposition générale.

Article 7 -

En vue de l'application anticipée de changements qui doivent être apportés d'urgence aux droits d'accise et aux taxes de consommation, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prescrire toutes mesures y compris la consignation des droits qui seront à percevoir après confirmation par la loi.

Le Gouvernement saisira les Chambres législatives d'un projet de loi portant confirmation des arrêtés pris en vertu du présent article.

## Chapitre V - Dispositions transitoires.

Article 8 -

En ce qui concerne l'année 1949, les quantités de matières premières visées à l'article 1er, § 1er, des dispositions relatives au régime fiscal des bières, coordonnées par l'arrêté ministériel du 21 novembre 1938 ainsi que les nombres d'hectolitres-degré indiqués ~~indiqués~~ à l'article 3 de la présente loi sont réduits proportionnellement à la période pendant laquelle les régimes établis par les dits articles 1er et 3 sont applicables.

.../...

A titre transitoire et jusqu'au 31 mars 1950, les deux premiers paliers d'imposition prévus par l'article ler des mêmes dispositions, modifié par l'article 3 de la présente loi sont fixés comme suit :

a) pour les premiers 60.000 hectolitres-degré . . Fr. 24,80
b) de 60.001 à 1.250.000 hectolitres-degré . . . .Fr. 29,70

Article 9 -

Les cigares, les cigarillos, le tabac à fumer, le tabac à priser et le tabac à mâcher vendu à l'état sec, se trouvant à la date de la mise en vigueur de la présente loi, sous le régime de la consommation, dans les établissements des fabricants, négociants et détaillants, donnent lieu au remboursement de la différence entre le droit d'accise auquel les produits ont été soumis et le droit résultant de l'application des taux fixés par l'article ler de la présente loi.

Ce remboursement, dont les modalités sont déterminées par le Ministre des Finances, n'est accordé, dans le chef de chaque bénéficiaire, que dans la mesure où la quantité détenue dépasse 100 cigares ou 200 cigarillos ou 2 kg. d'autres produits (tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher sec).

Article 10.-

Les eaux minérales, naturelles ou artificielles, les eaux gazéifiées ou stérilisées, ainsi que les limonades gazeuses ou mousseuses, se trouvant, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, sous le régime de la consommation, dans les établissements des fabricants, négociants et détaillants - à l'exception des débits de boissons à consommer sur place - donnent lieu au remboursement du droit d'accise représenté par les signes fiscaux (capsules ou bandelettes) dont les récipients sont pourvus.

Ce remboursement, dont les modalités sont déterminées par le Ministre des Finances, n'est accordé dans le chef de chaque bénéficiaire, que dans la mesure où la quantité détenue dépasse 125 litres, quelle que soit la capacité des récipients.

.../...

## Chapitre VI - Entrée en vigueur

Article 11 -

La présente loi entre en vigueur le 1er avril 1949.

Donné à le

PAR LE REGENT :

Le Ministre des Finances,

## I ALGEMENE OPMERKINGEN.

1.

De wet zal niet vergezeld zijn van de tekst der wetsbepalingen, die de Regering voorstelt te wijzigen. Deze laatste kunnen bij de memorie van toelichting gevoegd worden.

De Raad van State stelt voor dat in het ontwerp van wet zelf niet naar die bijlage zou verwezen worden.

2.

Terwille van de algemene overeenstemming stelt de Raad van State voor, van de onderverdeling die als hoofding van de artikelen 1, 3, 6, 7 en 8 voorkomen, de verschillende hoofdstukken van het ontwerp te maken.

### Artikel 1.

1.

Zo men meent er te moeten op wijzen, dat de Administratieve Raad voor de douaneregelingen werd ingesteld bij artikel 3 van de Belgisch-Luxemburgs- Nederlandse Douaneovereenkomst, dan zou er, om alle verwarring te vermijden, moeten aan toegevoegd worden dat het gaat om de overeenkomst, die door de wet van 5 September 1947 werd goedgekeurd.

2.

Het "toltarief" heet thans "tarief van invoerrechten". De Raad van State stelt dus voor te schrijven: "is de accijns onafhankelijk van het door het tarief van invoerrechten vastgestelde recht".

.../...

Artikel 2.

De inleidende alinea zou beter als volgt worden geredigeerd: " Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de onderstaande bepalingen vervangen:"

Artikelen 3, 4 en 5.

Terwille van de algemene overeenstemming stelt de Raad van State voor, de inleidende alinea's van de artikelen 3, 4 en 5 te redigeren zoals hieronder is aangegeven.

Artikel 3.

Alinea 2, § 1, is een overgangsbepaling. Zij zou dus beter worden ingelast in artikel 9, dat handelt over de heffing der rechten tijdens de overgangsperiode.

Artikel 4.

1.

Onder a) : de woorden "om 't even welke" verduidelijken niets en zouden moeten worden geweerd, evenals onder d): de woorden "om 't even welke" vóór "bierbereiders".

2.

Wat de e) betreft, zou de idee van de wetgever door de volgende redactie wellicht juister worden uitgedrukt : " om de voorwaarden van de accijnsafschrijving bij uitvoer van bier te bepalen en om het bedrag daarvan vast te stellen".

Artikel 6.

1.

Volgens de Raad van State ware het voldoende te schrijven :

" § 1. Zijn opgeheven de onderstaande bepalingen in zake de heffing van de accijns :
1° op koffie: artikel 3.....

2.

Koffie: artikel 3 van de wet van 30 December 1939 is gewijzigd geworden bij artikel 2 van de wet van 3 April 1945.

Melding hiervan moet worden gemaakt.

3.

Azijnzuur en azijn : de wet van 10 April 1933 is gewijzigd geworden bij artikel 7 van de wet van 23 Juni 1938.

4.

Margarine en bereide vetten: artikel 2 van de wet van 26 Maart 1937 is gewijzigd geworden bij artikel 1 van de wet van 19 Juni 1937.

5.

Mineraal water en gashoudende of schuimende limonade: het koninklijk besluit nr 44 van 28 September 1939, bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947 is gewijzigd geworden bij de wet van 10 Juni 1947.

§ 2. De tabel, onder artikel 1 van de wet van 5 September 1947, is gewijzigd geworden bij de wetten van 31 December 1947 en 10 Augustus 1948. Deze laatste wet alleen heeft betrekking op één van de in het ontwerp bedoelde posten, met name de post 152. Deze wet moet dus worden vermeld.

Artikel 7.

1.

De memorie van toelichting verklaart de redenen van deze bepaling. Om alle discussie over de grondwettelijkheid te vermijden stelt de Raad van State de hieronder

.../...

opgegeven tekst voor, welke al de door de Regering overwogen nuttige maatregelen toelaat.

2.

De uitdrukking "daarmede gelijkgestelde taxes" werd niet behouden aangezien dit begrip in geen enkele wettelijke tekst omschreven wordt.

Uit inlichtingen, die door de Administratie werden verstrekt, blijkt dat de regering in het bijzonder de verbruikstaxes op het oog heeft. De tekst werd dus in die geest gewijzigd.

3.

De Raad van State stelt voor, in de Franse tekst van alinea 2 het woord "ratification" te vervangen door "confirmation" dat juridisch nauwkeuriger is. Die alinea zou kunnen geredigeerd worden zoals in de verder voorgestelde tekst:

Artikel 9.

Dit artikel heeft betrekking op de heffing van de accijnzen tijdens de overgangsperiode, terwijl de artikelen 8 en 10 handelen over de terugbetaling van de overtollige heffingen van accijnzen. Het staat dus juister op zijn plaats vóór artikel 8.

Als tweede alinea zou hier alinea 2 van artikel 3 § 1 kunnen ingelast worden.

Bovendien beveelt de Raad van State, terwille van de algemene overeenstemming, nog enkele wijzigingen aan die alleen de vorm betreffen, en stelt hij derhalve de volgende tekst voor :

ONTWERP VAN WET
in zake accijnzen.

KAREL, Prins van België,

Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, H E I L .

Op de voordracht van de Minister van Financiën en op advies van de in Raad vergaderde Ministers.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Financiën is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Hoofdstuk I.- Tabak.

Artikel 1.

Artikel 1, §§ 1 en 2, van de wet van 31 December 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, wordt door onderstaande bepalingen vervangen :

Artikel 1, § 1. Inlandse of uitheemse gefabriceerde tabak is onderworpen aan een als volgt vastgestelde accijns :

| | | |
|---|---|---|
| A. Sigaren met dichtgewerkte kop, wegende per 1.000 stuks, 3 1/2 kg of meer | 27 t.h. | van de kleinhandelsprijs, volgens een schaal welke, eventueel met een minimumprijs als grondslag, door de Minister van Financiën wordt |
| B. Andere sigaren . . . . . | 33 t.h. | |
| C. Sigaretten . . . . . | 62 t.h. | |

.../...

D. Rooktabak, snuif en droge pruimtabak 40 t.h. ( vastgesteld op voorstel van de Administratieve Raad voor de douaneregelingen ingesteld bij artikel 3 van de Belgisch-Luxemburgs-Nederlandse Douaneovereenkomst, goedgekeurd bij de wet van 5 September 1947.

E. Natte pruimtabak : 1 frank per kilogram.

Voor uitheemse gefabriceerde tabak is de accijns onafhankelijk van het door het tarief van invoerrechten vastgestelde recht.

§ 2. De Minister van Financiën bepaalt welke producten onder elk van de bij § 1 bedoelde categorieën vallen.

Hij bepaalt tevens wat onder kleinhandelsprijs dient verstaan; in die prijs moet inzonderheid het bedrag van de accijns begrepen zijn.

Artikel 2. Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de onderstaande bepalingen vervangen :

Artikel 3. De accijns wordt geheven door middel van fiscale bandjes welke de fabrikant of de importeur op elke verpakking aanbrengt.

Voor de sigaren evenwel bepaalt de Minister van Financiën in welke gevallen de bandjes op ieder stuk moeten worden aangebracht.

De Minister van Financiën regelt ook de wijze van heffing van de accijns op de inlandse tabak welke de planters voor eigen verbruik behouden.

.../...

## Hoofdstuk II.- Bier.

Artikel 3. Artikel 1 van de bij het ministerieel besluit van 21 November 1938 samengeordende en bij artikel 3 van de wet van 10 Augustus 1948 gewijzigde wetsbepalingen in zake het fiscaal regime van bier, wordt door de onderstaande bepalingen vervangen :

Artikel 1, § 1. Op het binnenslands vervaardigde bier wordt de volgende accijns geheven per hectolitergraad wort :

a) voor de eerste 50.000 hectolitergraden . . . . fr. 24,80

b) van 50.001 tot en met 1.250.000 hectolitergraden . . . . . fr. 29,70

c) voor de hectolitergraden boven 1.250.000 . . . . . fr. 33,00

§ 2. Het aantal hectolitergraden wordt uitgedrukt in gehele getallen. Het is het product van de hoeveelheid wort bij 17 1/2 ° Celsius en het verschil tussen de dichtheid van het wort en de dichtheid van zuiver water, beide bij die temperatuur.

De hoeveelheid wordt uitgedrukt in hectoliter, met verwaarlozing van onderdelen van hectoliter; het verschil in dichtheid wordt uitgedrukt in graden en tienden van graad, met verwaarlozing van onderdelen kleiner dan één tiende graad. Iedere graad vertegenwoordigt een honderdste gedeelte van de dichtheid van zuiver water bij 17 1/2 ° Celsius.

§ 3. Voor de toepassing van het in §.1 vermelde tarief wordt in aanmerking genomen het aantal hectolitergraden wort van de brouwsels, welke in dezelfde brouwerij in de loop van een kalenderjaar worden aangegeven. Indien een zelfde accijnsplichtige de brouwerij slechts gedurende

.../...

een gedeelte van een kalenderjaar heeft uitgebaat, wordt het in § 1 vermelde aantal hectolitergraden voor dat jaar naar evenredigheid verminderd.

§ 4. Het minimum aantal hectolitergraden, aan te geven met het oog op de heffing van de accijns, wordt vastgesteld door de Minister van Financiën.

§.5. Afschrijving van de accijns mag worden verleend in geval van uitvoer.

Artikel 4. Artikel 2 van dezelfde wetsbepalingen wordt door de onderstaande bepalingen vervangen :

Artikel 2. De Minister van Financiën is gemachtigd :

1° om alle maatregelen te treffen ten einde de heffing te verzekeren van de bij artikel 1 gevestigde accijns en ten einde de bewaking te regelen van de brouwerijen alsmede van de inrichtingen van bierstekers, bierbottelaars of bierbereiders ;

2° voor de suikerspeciën gebezigd in om 't even welk stadium van de bierbereiding, om forfaitair, rekening houdend met de opbrengst van die speciën, het aan accijns te onderwerpen aantal hectolitergraden te bepalen ;

3° bij gebruik van suikerspeciën waarop reeds vroeger accijns zou zijn betaald, om het bedrag te regelen dat in aanmerking dient genomen voor de heffing van de bieraccijns ;

4° in 't algemeen om de werkzaamheden, welke als belastbare bierbereiding dienen beschouwd, te bepalen en te reglementeren en meer in 't bijzonder om de gevallen te regelen waarin accijns verschuldigd is door bierstekers, bierbottelaars of bierbereiders die suikerspeciën gebruiken bij het verwerken van bier ;

5° om de voorwaarden van de accijnsafschrijving bij uitvoer van bier te bepalen en om het bedrag daarvan vast te stellen.

.../...

Artikel 5. Artikel 3, § 1, alinea 1 van dezelfde wetsbepalingen wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" Alle om 't even welke practijken, die tot doel hebben de belastbare producten te onttrekken aan de toepassing van de accijns, worden gestraft met een boete gelijk aan tienmaal de ontdoken rechten, zonder beneden 10.000 frank te mogen blijven. Valt inzonderheid onder toepassing van die bepaling elke overmaat boven 5 t.h. van het aangegeven aantal hectolitergraden wort"

## Hoofdstuk III.- Andere koopwaren.

Artikel 6. § 1. Zijn opgeheven de onderstaande bepalingen in zake de heffing van de accijns:

1° op koffie : artikel 3 van de wet van 30 December 1939 gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 3 April 1945 ;

2° op benzol : artikel 8 van de wet van 30 December 1939 ;

3° op azijnzuur en azijn : artikelen 2, 3, 4 en 5 van de wet van 10 April 1933 gewijzigd bij artikel 7 van de wet van 23 Juni 1938 ;

4° op margarine en bereide vetten : koninklijk besluit nr. 265 van 28 Maart 1936, bekrachtigd bij de wet van 4 Mei 1936 en artikel 2 van de wet van 26 Maart 1937 gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 19 Juni 1937 ;

5° op mineraal water en gashoudende of schuimende limonade: koninklijk besluit nr. 44 van 28 September 1939, bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947 en gewijzigd bij artikel 15 van de wet 10 Juni 1947 ;

§.2. De posten 152, 161 en 222 worden geschrapt in de gewijzigde tabel opgenomen onder artikel 1, § 1, van de wet van 5 September 1947 in zake accijnzen gewijzigd bij de wet van 10 Augustus 1948.

.../...

## Hoofdstuk IV. - Algemene bepaling.

Artikel 7.

Met het oog op de vervroegde toepassing van wijzigingen die bij hoogdringendheid in de accijnzen en in de verbruikstaxes moeten worden aangebracht, mag de Koning, bij in ministerraad overlegd besluit, alle maatregelen voorschrijven, met inbegrip van de consignatie der rechten die na bekrachtiging door de wet zullen te heffen zijn.

De regering zal bij de Wetgevende Kamers een ontwerp van wet houdende bekrachtiging van de krachtens dit artikel genomen besluiten indienen, onmiddellijk indien zij vergaderd zijn, zoniet tijdens hun eerstkomende vergadering.

## Hoofdstuk V. - Overgangsbepalingen.

Artikel 8.-

Voor het jaar 1949 worden de hoeveelheden grondstoffen bedoeld bij artikel 1, § 1, van de bij het ministerieel besluit van 21 November 1938 samengeordende wetsbepalingen in zake het fiscaal regime van bier, alsmede de hoeveelheden in hectolitergraden vermeld in artikel 3 van deze wet, verminderd ,naar evenredigheid van de tijd gedurende dewelke de regimes ingesteld door genoemde artikelen 1 en 3 toepasselijk zijn.

Bij wijze van overgang en tot 31 Maart 1950 zijn de eerste twee schalen van het tarief, die bepaald zijn bij artikel 1 van dezelfde wetsbepalingen, gewijzigd bij artikel 3 van deze wet, als volgt vastgesteld :

a) voor de eerste 60.000 hectolitergraden . . . . fr. 24,80
b) van 60.001 tot 1.250.000 hectolitergraden . . fr. 29,70

.../...

Artikel 9.-

Voor sigaren, sigarillo's, rooktabak, snuif en droge pruimtabak, welke bij het in werking treden van deze wet onder verbruiksregime voorhanden zijn in de inrichtingen van fabrikanten, handelaars en slijters, wordt het verschil terugbetaald tussen de accijn waarmede die producten belast zijn geweest en de accijns voortvloeiende uit de toepassing van de bij artikel 1 van deze wet vastgestelde bedragen.

Die terugbetaling, waarvan de Minister van Financiën de modaliteiten bepaalt, wordt slechts toegestaan, in hoofde van ieder rechthebbende, in de mate dat de hoeveelheid, welke deze onder zich heeft, 100 sigaren of 200 sigarillo's of 2 Kg. andere producten (rooktabak, snuif en droge pruimtabak) te boven gaat.

Artikel 10.-

Voor natuurlijk of kunstmatig mineraal water, gashoudend of gesteriliseerd water en gashoudende of schuimende limonade, welke bij het in werking treden van deze wet onder verbruiksregime voorhanden zijn in de inrichtingen van fabrikanten, handelaars en slijters - met uitzondering van de slijterijen van ter plaats te verbruiken dranken - wordt de accijns, vertegenwoordigd door de fiscale kentekens (capsules, of bandjes) waarvan de recipiënten zijn voorzien, terugbetaald. Deze terugbetaling, waarvan de Minister van Financiën de modaliteiten bepaalt, wordt slechts aan iedere rechthebbende toegestaan in de mate waarin de in bezit gehouden hoeveelheid 125 liter te boven gaat, welke ook de inhoud van de recipiënten zij.

Hoofdstuk VI.- In werking treden.

Artikel 11.

Deze wet treedt 1 April 1949 in werking.

Gegeven te , de 1949.

Vanwege de Regent ;
De Minister van Financiën,

Etaient présents :

Messieurs : [redacted], [redacted], Président

De Heren : , Voorzitter

[redacted], Conseillers d'Etat

[redacted], Raadsheren van State.

[redacted], Assesseurs de la section de législation

[redacted], Bijzitters van de afdeling wetgeving.

[redacted], Greffier,

[redacted], Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

[redacted]

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

[redacted]

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,